

Un gouvernement au service des marchés financiers

Le ministre de l'Economie et des Finances vient de présenter son projet de loi de modernisation de l'économie. Alors que la croissance est en berne, que le chômage atteint des niveaux insupportables et que les profits des entreprises explosent, le ministre s'obstine à vouloir continuer à appliquer les recettes libérales qui ont fait faillite.

Le projet de loi préconise le renforcement du pouvoir des actionnaires, ce qui conduira inévitablement à mettre encore plus les entreprises sous la coupe des marchés financiers avec comme conséquence d'aggraver la logique de rentabilité financière à court terme au détriment d'une logique de développement stratégique. Des mesures favorisent un meilleur accès des petites entreprises aux marchés financiers. Ainsi les petites entreprises seront prises en tenailles entre la pression des grands groupes donneurs d'ordre et celle des marchés pour imposer des critères de rentabilité financière immédiate. Elles seront, de ce fait, fragilisées. Nul doute que ce seront encore les salariés de ces entreprises, qui déjà n'ont pas les mêmes droits que ceux des grands groupes, qui paieront le prix fort de telles orientations.

Au-delà même de ces mesures, les déclarations du ministre de l'Economie et des Finances reflètent une incompréhension totale de la situation de notre pays. "La France vit au-dessus de ses moyens"

affirme-il ! Vise-t-il par là le fait qu'il est inadmissible que les bénéfices des entreprises connaissent une croissance exponentielle alors que le pouvoir d'achat des salariés régresse et que l'investissement stagne ? Visiblement non ! Le ministre tire la sonnette d'alarme sur l'endettement de la France. Va-t-il revenir sur les baisses d'impôts qui ont profité aux ménages les plus aisés et aux sociétés ? Va-t-il supprimer enfin les exonérations de charges sociales grèvent le budget de l'Etat de plus de 20 milliards d'euros et ce alors même qu'aucune étude n'a pu prouver qu'elles avaient le moindre effet sur l'emploi ? Il n'en est apparemment pas question !

Pire le ministre affirme qu'il serait nécessaire de travailler plus.

C'est oublier que les salariés français sont parmi les plus productifs du monde : la productivité horaire par tête est supérieure de 25 % par rapport au Royaume Uni, de 20 % par rapport à l'Allemagne et aux USA. C'est oublier que les chômeurs et les salariés, dont une grande majorité de femmes, auxquels les employeurs imposent un temps partiel, voudraient bien travailler plus !

Ces orientations ont été à de nombreuses reprises rejetées par la grande masse de la population. Mais ce gouvernement, comme le précédent, est totalement autiste aux aspirations exprimées par les Français et s'apprête de plus à s'attaquer au code du travail en créant un nouveau contrat de travail qui permettra, de fait, dans les très petites entreprises des licenciements express. Il faut mettre fin à ces orientations. La journée d'action du 21 juin a permis une première réaction face au gouvernement Villepin. Il faut maintenant préparer les conditions d'une riposte unitaire d'ampleur pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

Le 22 juin 2005